

NON à la menace qui pèse sur notre agriculture

PA 2022+ : le Jura dit non !

Le Conseil fédéral veut faire de l'agriculture une monnaie d'échange en ouvrant encore davantage les marchés. C'est ce qu'il esquisse dans la vue d'ensemble de l'évolution de la politique agricole 2022+ qu'il vient de publier.

La compétitivité visée par le Conseil fédéral restera un vœu pieux tant que le niveau de coût sera différent en Suisse. En plus des aides étatiques, la protection douanière reste un instrument essentiel pour permettre à notre agriculture de remplir les prestations que l'on attend d'elle en matière de préservation des ressources, de qualité ou encore de protection des animaux, et ainsi de lutter à armes égales face à la concurrence étrangère. La vision du Conseil fédéral provoquerait un nivellement par le bas, y compris pour nos produits-phares, et une précarisation encore plus marquée du secteur, sans que le consommateur n'y gagne au final.

Si l'agriculture est menacée en première ligne, c'est aussi le contenu de nos assiettes qui pourrait nous échapper, alors même que le peuple jurassien vient de plébisciter à près de 90% l'inscription de la sécurité alimentaire dans la Constitution. Le rapport du Conseil fédéral bafoue et ignore cette volonté populaire de garder la main sur notre alimentation.

Face aux défis en termes de durabilité que doit relever notre agriculture, vouloir ouvrir les marchés comme l'entend le Conseil fédéral, relève d'une équation impossible visant à concilier davantage de marché, davantage d'esprit d'entreprise et davantage de prestations environnementales.

Les familles paysannes attendent de la stabilité. Ce qui leur est demandé aujourd'hui est déjà suffisamment exigeant pour ne pas compliquer la donne par une politique agricole désastreuse et dont les incidences fâcheuses ne s'arrêteront pas à nos exploitations familiales mais à chacune et chacun de nous, consommatrices et consommateurs.

Le Parlement de la République et Canton du Jura demande au Gouvernement jurassien de s'opposer fermement à ces visions dévastatrices du Conseil fédéral à l'égard de notre agriculture. De même il adresse un refus net à l'attention du Conseil fédéral et des Chambres fédérales face à une stratégie aussi sournoise. Des ajustements peuvent être apportés au système actuel mais en aucun cas au travers d'une fuite en avant qui sacrifierait notre agriculture sur l'autel du libéralisme.

Le responsable : Claude Schlüchter

Delémont, le 22 novembre 2017

PS

Mahr
~~_____~~
D. Daell
V. Kuntz
F. Mal
N. B. Am
Die Zucht

Verts et CS - POP

Offenberg
t. L. L. L.
A. B. B. B.
V. G. G. G.
M. J. J. J.
R. Y. Y. Y.

PDC

H. H. H.
V. V. V.
S. S. S.
L. L. L.
E. E. E.
F. C. Chapelle
P. P. P.

PLR

S. D. D.
M. M. M.
S. S. S.
T. T. T.
L. L. L.

UDC

I. I. I.
I. P. P. P.
A. A. A.
B. B. B.

PCSI

S. M. M. M.
G. G. G.
M. M. M.
P. P. P.